

Fabriquer des territoires pour inventer les nations : l'Europe du XVII^e siècle à nos jours

François Walter
Université de Genève

Comment dans l'étendue indéterminée de l'Europe ont pris place au cours de l'histoire des États, des nations ? Pour exister un territoire...

- doit être délimité et disjonctif : il appelle l'altérité et le regard de l'autre ;
- doit être un espace de pouvoir et d'appartenance : il est structuré et quadrillé;
- doit produire des représentations symboliques : il a besoin de connivences plurielles.

En effet, si un espace peut paraître donné a priori ou du moins déclaré tel, le territoire est toujours construit. Il peut être défini comme l'« agencement de ressources matérielles et symboliques capable de structurer les conditions pratiques de l'existence d'un individu ou d'un collectif social et d'informer en retour cet individu et ce collectif sur sa propre identité. » (Bernard Debarbieux). Du coup, a posteriori, cette construction peut apparaître comme organique et devient idéologique.

Aujourd'hui, pour échapper à l'idéologie, on préfère certainement les approches en termes d'interaction et de construction. La proposition de lire la nation comme une construction est déjà très présente au XIX^e siècle. Le marxisme a déplacé le regard sur le contexte social et économique qui lie la nation à l'essor de la bourgeoisie et à la modernité. Le nationalisme a besoin d'un contexte spécifique pour se développer, c'est celui de la modernité. Il est en quelque sorte concomitant à la modernité comme le sont l'industrialisation et l'urbanisation. Cela signifie que la nation n'est plus l'inévitable forme quasi naturelle prise par l'identité collective, mais qu'elle est socialement construite à travers un processus culturel et historique. On rejoint partiellement le paradigme culturaliste de la *Kulturnation*. Les auteurs allemands de la fin du XVIII^e siècle, Herder en particulier, ont illustré cette évolution. Le temps des Lumières, on l'a vu précédemment, se présente comme un moment de transition où la réflexion empirique sur les différences nationales prend une orientation nouvelle. C'est pourtant un auteur du XX^e siècle qui rénove profondément l'approche de la question.

Avec le désormais classique Ernst Gellner, il ne s'agit plus de définir l'entité nationale mais l'objet est le nationalisme « dont la nation n'est que la production ». Pour Gellner, c'est le nationalisme qui crée les nations et non pas la nation qui secrète le nationalisme. Le phénomène est lié à la formation de la société industrielle au XIXe siècle. La modernisation de l'État a besoin d'une identité nationale forte. Il faut donc opter pour une déconstruction radicale de l'identité nationale ou en tous les cas pour son analyse comme construction sociale. On peut attacher une certaine importance aux éléments physiques de cette élaboration mentale : les cartes géographiques, par exemple, ou les frontières naturelles, images de la clôture plus ou moins adaptées à chaque culture (le mur des montagnes, la ligne des fleuves). Chez Gellner, « la superficie, l'histoire, un territoire assez compact, une classe intellectuelle compétente et énergique » sont des éléments qui contribuent à l'émergence d'une identité nationale. Les entités nationales sont d'abord potentielles. Pour qu'elles deviennent des nations, il faut en général que des limites ethniques coïncident avec des limites politiques, donc qu'il y ait un État. Cet auteur ne manque pas de signaler « qu'une unité politique territoriale ne devient ethniquement homogène que dans certains cas : si elle tue, expulse ou assimile tous les non-nationaux » ce qui rend difficile, dit-il, « la réalisation pacifique du principe nationaliste ». Autrement dit, la nation produit des reclassements sociaux qui s'appuient sur une différence majeure, celle qui sépare les originaires des étrangers. Toute une série de pratiques sociales discriminatoires et différentielles contribuent à cette délimitation primordiale. C'est la raison pour laquelle, les ethnotypes ont eu une telle audience à la genèse de l'État moderne. C'est pourquoi aussi la question des limites territoriales focalise de nombreux enjeux.

Reprenons la question en examinant successivement les trois conditions qui président à l'existence du territoire.

1. Un espace délimité et disjonctif

Comment se préoccupe-t-on de définir les bornes puisque, par essence, un territoire pour exister doit être fini? Les frontières sont censées définir un être spatial dont la perception symbolique détermine des attitudes politiques. Dès le XVIIe siècle, les manuels d'histoire insistent sur une coïncidence supposée entre histoire et nature : l'agencement des rivières et des montagnes procéderait d'une harmonie voulue par le créateur. L'objectif est donc de remplir par la France une certaine étendue. De là à affirmer la conviction que la France s'inscrit dans des « frontières naturelles » il n'y a qu'un pas vite franchi. Tellement manipulée

pour reconstruire au XIX^e siècle une logique du territoire français, cette notion n'existe pas vraiment dans les sources sauf dans des textes très idéologiques comme le propos apocryphe prêté au cardinal de Richelieu (milieu du XVII^e siècle) selon lequel il faudrait « rendre à la France les frontières que la nature lui a assignée, confondre la Gaule avec la France et, partout où fut la Gaule antique, la reconstituer ». On retrouve l'idée comme justification aux guerres de la Révolution. En janvier 1793, Danton s'y réfère pour en définir l'objectif : « Les limites de la France sont marquées par la Nature. Nous les atteindrons dans quatre points, à l'Océan, au Rhin, aux Alpes, aux Pyrénées ».

Dans un très beau livre, Daniel Nordman a déconstruit cette perception idéologique pour lui substituer un modèle de territorialisation en trois étapes :

- Jusqu'au XVII^e siècle, territorialisation par l'étendue: on s'efforce de remplir par la France l'étendue à laquelle on souhaiterait assigner d'hypothétiques limites naturelles;
- Au XVII^e siècle, lignes et lieux se dessinent, non pas par agrégation de territoires compacts mais par tissage progressif à partir de mailles dispersées.
- Au XVIII^e siècle, construction du territoire par des unités dûment balisées et délimitées: la frontière est née.

2. Un espace de pouvoir structuré et quadrillé

La spatialité implique une étendue compacte avec des limites, une morphologie (le maillage, les découpages), une organisation (des pôles et un réseau). Cela implique l'action d'un pouvoir capable d'imposer sa représentation de l'étendue.

Dans l'histoire, on a fait grand usage de la coïncidence quasi nécessaire entre les entités géographiques et les identités nationales qui leur correspondent. Il y a comme une sorte de redondance et une isomorphie entre le territoire et les communautés qui l'occupent. En insistant sur des éléments prétendus objectifs, on a laissé de côté la dimension subjective et réflexive de la construction des nations.

Ainsi l'image de « l'hexagone », forme parfaite et idéale, fonctionne si naturellement comme un trope dans le discours qu'elle est devenue un parfait lieu commun. Or, il n'en a pas toujours été ainsi et cette image, valorisée une première fois par le géographe Pierre Foncin en 1894, est à vrai dire une innovation récente ; elle s'inscrit durablement dans la conscience collective seulement après la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les traumatismes précédemment vécus et la perte de l'empire colonial imposent le repli sur une conception sécurisante et apparemment pérenne des confins nationaux, une France réduite à un tout petit

hexagone. Jusqu'alors, les images simplifiées, utilisées notamment dans l'enseignement primaire pour des raisons éminemment pédagogiques, déclinent toutes les variétés du polygone, en remontant jusqu'au fameux « pré carré » préconisé déjà par Vauban, reprenant à son compte l'idéal capétien.

L'aboutissement de la construction des États est sans doute le moment de la fixité des frontières en 1918-1919. Selon l'historien et négociateur américain Charles Seymour « pour la première fois dans l'histoire, l'Europe jouit d'une division politique au moins approximativement naturelle, d'une carte établie selon les libres aspirations et les affinités spontanées des peuples » (1923). Ce qui faisait dire à Lucien Febvre : « Laissons à l'astuce des uns, à la candeur des autres, la 'frontière naturelle' : il n'y a de frontières qu'humaines » (Lucien Febvre).

3. Un espace de représentations symboliques et de connivences multiples

Si Gellner a sorti la réflexion sur la nation de ses apories, du côté de l'interaction, le renouveau est venu avec les recherches sur l'ethnie de Fredrik Barth dans les années soixante : pour lui l'ethnie est une « catégorie d'ascription, d'assignation » dont il faut étudier les marqueurs et notamment les frontières entre les groupes. Fredrik Barth est un anthropologue norvégien né en 1928 dont on retiendra sa théorie de l'analyse du social et des réflexions sur l'identité ethnique qui nous intéressent particulièrement ici. Pour lui les différents acteurs se positionnent par rapport aux expériences de la vie en groupe et en société. Il accorde une importance primordiale à l'approche micro des acteurs pour comprendre les processus d'agrégation : c'est l'usage que l'individu fait d'une situation qui est important. Les processus sont les produits de comportements et de négociations. C'est donc à F. Barth que l'on doit le démarquage le plus net d'une vision culturaliste qui définit les appartenances à partir des ressemblances, des traits partagés par les membres d'un même groupe. Pour lui, l'identité objective des traits qui caractérisent les membres d'un groupe est contestable. Ce qui frappe, c'est plutôt l'hétérogénéité, la diversité des parcours d'insertion et les différences liées à l'inégalité des positions dans la stratification sociale. Pour Barth l'ethnicité est un type d'organisation sociale. Barth inverse la démarche usuelle en invitant les sciences sociales à se demander « pourquoi on ne change pas de groupe, et non pourquoi on est membre d'un groupe ». Et comme ces groupes n'existent que les uns par rapport aux autres, c'est leur coprésence et leur interaction dans la société qui deviennent l'objet pertinent.

Dans une dynamique postmoderne, le travail de Benedict Anderson et ses « communautés imaginées » a connu un succès étonnant. La notion de communauté se situe à dessein en contrepoint à celle de société qui renvoie au « contrat » que des individus en situation conflictuelle négocient pour vivre ensemble. En revanche, la communauté repose sur des notions comme l'appartenance et le partage des mêmes valeurs. Ces valeurs, la « culture », sont elles-mêmes des créations historiques qui souvent récupèrent des traditions plus anciennes pour les accommoder en fonction d'un contexte nouveau et d'enjeux sociaux. Chez Anderson, l'appartenance nationale se fait métaphore des relations sociales, affaire de culture et non plus conséquence automatique d'un processus de modernisation : « My point of departure is that nationality, or, as one might prefer to put it in view of that word's multiple significations, nation-ness, as well as nationalism, are cultural artefacts of a particular kind ». De là découle sa fameuse définition de la nation : « It is an imagined political community – and imagined as both inherently limited and sovereign ». Cette approche ramène la nation à n'être qu'une formation discursive. Elle est une forme narrative avec ses stratégies textuelles, ses déplacements métaphoriques, ses stratagèmes figuratifs. Le problème reste ouvert de l'inscription dans le concret et des effets des structures discursives dans l'histoire. La nation en soi ne peut se réduire à quelque chose d'abstrait. Plus précisément, il faut se demander comment l'individu et le groupe font le lien entre cette notion toujours distante et une réalité locale proche et intime.

C'est étonnamment chez le précurseur oublié qu'a été Van Gennep que l'on trouve déjà l'idée d'une appartenance à la nation sous la forme de « représentation sensible ». Il évoque en particulier le paysage. Van Gennep écrit plus précisément : « La superposition, et dans quelques cas plus favorables, la combinaison de tous les symboles analysés dans les pages qui précèdent, détermine dans les individus et dans les masses la formation d'une représentation sensible, en quelque sorte palpable, de leur nationalité. Cette représentation comprend des éléments visuels, auditifs et sensoriels précis, auxquels s'ajoutent d'autres sentiments plus ou moins conscients et nuancés, selon le degré de sensibilité et d'instruction individuelle et collective. Ainsi, le sentiment d'amour pour le territoire global peut être augmenté par l'impression éprouvée devant les beautés naturelles du pays natal, et le sentiment nommé orgueil national nourri par la précision des connaissances historiques acquises à l'école ou par la lecture. » Si cette longue remarque mérite d'être citée, c'est qu'elle est une des rares références consacrées au paysage par les théoriciens du nationalisme. Elle inclut cependant une interprétation du sentiment national extrêmement normative qui consisterait en une extension progressive du local au national. L'attachement éprouvé pour un

lieu (vulgairement ce qu'on dénomme esprit de clocher) se reporterait à des espaces plus grands, une région ou une vallée. Développer le sentiment national consisterait alors à substituer à l'amour d'un petit territoire celui d'un territoire plus vaste appelé nation. Or, cette conception trop figée ne résiste pas à l'analyse. Dans la réalité, nous nous trouvons en situation d'échanges constants et d'interrelations entre le national et le local, chaque échelle trouvant sa pertinence en fonction d'un contexte spécifique au jeu des acteurs.

Plus récemment, Jean-Yves Guiomar est allé très loin dans cette voie en définissant la nation comme « forme de nature esthétique ». En historien, il inscrit son intuition dans le contexte spécifique aux XVIII^e et XIX^e siècles. A ce moment, la nation est clairement perçue telle « un ensemble qui lie un territoire délimité et la population qui y vit, ses traits de caractère, ses coutumes, sa ou ses langues, ses valeurs intellectuelles et spirituelles communes (harmonieuses et conflictuelles), ses institutions et ses lois ». Les sociétés projettent dès lors sur la nation un désir de perfection dont l'aspect le plus immédiatement saisissable est celui de la beauté, d'où sa proposition de méthode. Tout développement de l'esprit national, estime cet auteur, passe par une « esthétisation » du pays tout entier sous des formes diverses, propres à chaque culture nationale.

Comment historiciser ces intuitions théoriques ? Le territoire devient une « figure de l'imaginaire ». La territorialité implique un enracinement (le paradigme botanique de Biagio Salvemini), une symbolique, des images, une historicité... La formation des nations implique un accroissement de territorialité, c'est-à-dire l'accentuation de la relation perçue et consciente entre les communautés et le sol qu'elles occupent. Le terme de territorialité désigne spécifiquement l'ensemble des phénomènes de valorisation (individuelle et sociale) du territoire (selon le schéma relationnel société-environnement-altérité de Claude Raffestin). Elle renvoie à l'image que les acteurs d'un territoire se sont forgés d'eux-mêmes. Elle se réfère donc symbolique et à l'idéologique. Elle est aussi manière de sémiotiser l'espace, de lui donner sens.

Quelques éléments pour rendre plus concret ce processus :

Le territoire appelle le regard de l'autre. Dès l'antiquité, les traits distinctifs des nations s'organisent autour de traits stéréotypés du type: « Crétois, perpétuels menteurs, bêtes méchantes, panses fainéantes » (Lettre de Paul à Tite). Fonctionne alors une pensée de type analogique qui met en rapport un caractère et un lieu sous la forme d'un ensemble de traits assignables qui permettent de différencier. Cette grille de lecture s'est avérée performante durant quelques siècles. Du « caractère des nations » (textes du XVII^e siècle mais encore de l'Encyclopédie de Diderot et d'Alembert) aux stéréotypes actuels, la pensée analogique

appréhende la monde comme ensemble de correspondances et de similitudes entre les choses. C'est ce que Foucault appelait la « prose du monde ».

Ces stéréotypes ne sont rien d'autre que des représentations (ou images mentales), à savoir des constructions qui font le lien entre l'environnement extérieur et notre monde cognitif. Elles opèrent à travers le discours des acteurs sociaux.

Outre les topoi nationaux, d'autres pistes méritent d'être explorées. Ici, c'est l'hypothèse de Paul Claval (1990) qui peut servir de guide: « Dans quelle mesure et sous quelles conditions la référence à certains types ou certains éléments des paysages a-t-elle pu servir de base à l'affirmation d'identités territoriales? » Pour en rendre compte, nous avons choisi le point de vue des « *Figures paysagères* ». Ainsi dans le cas de la Suisse, la représentation de la montagne fonctionne comme métonymie, métaphore de la nation mais l'image recèle aussi un effet de synecdoque qui conduit au lieu commun, topos ou stéréotype. La nation doit beaucoup de sa plausibilité aux paysages. C'est le moyen par lequel elle s'ancre dans la mémoire collective.

Expérience religieuse et communautaire à la fois, le lien intime tissé entre une communauté nationale et une Nation perçue comme atemporelle et éternelle a besoin, pour sa diffusion et son intériorisation sociale, de médiateurs:

- L'histoire
- le récit de l'épopée nationale
- la carte (ou le relief)
- la représentation paysagère

Mais la représentations débouche sur l'action : « L'action proprement politique [...] vise à produire et à imposer des représentations (mentales, verbales, graphiques ou théâtrales) du monde social qui soient capables d'agir sur ce monde en agissant sur la représentation que s'en font les agents sociaux » (Pierre Bourdieu).

Quels sont les enjeux sociaux de la valorisation des paysages?

Est-ce une stratégie élitiste ou une croyance collective?

Comment le paysage est utilisé comme une ressource symbolique?

Le totalitarisme identitaire identifie nation et race et discerne un rapport organique entre l'homme et la terre. Le cas extrême de l'Allemagne nazie permet de mettre en évidence les apories de cette logique territoriale.

Conclusion

État, Nation, Société:

- Comment l'État fabrique la Nation?
- Comment la Nation a besoin d'un État?
- Comme la société civile porte la Nation et l'État?

C'est surtout l'occasion de rappeler que les identités collectives ne s'inscrivent pas mécaniquement dans le territoire. C'est ce qu'a proposé le géographe Bernard Debarbieux dans un article très suggestif. Il souligne que les identités collectives ne peuvent pas être ramenées à une relation consubstantielle au territoire. Simplement elle ont été instrumentalisées comme telle dans une optique de « fonctionnalisation de la réflexivité identitaire », ceci pour assurer la reproduction des structures territoriales stato-nationales. Autrement dit, cette adéquation postulée entre la Nation et l'Etat n'est que l'une des « modalités possibles de la spatialité des groupes sociaux ».